|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | PBF |

**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LE PROGRAMME[[1]](#footnote-1)**

**PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: du 1er janvier au 31 decembre 2013**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé du programme & numéro du projet  |  | Pays, localité(s), domaine(s) prioritaire(s) / résultats stratégiques[[2]](#footnote-2) |
| * Intitulé du programme: **Renforcement de la confiance des partis politiques et de l’électorat (RECOPPEL)**
* Numéro du programme (*le cas échéant*):
* Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d’affectation spéciale pluripartenaires):[[3]](#footnote-3) *85993*
 | *Pays/Région :* **République de Guinée** ; *Conakry et 33 préfectures du pays*  |
| *Domaine prioritaire/ résultats stratégiques* **Domaine prioritaire 2** du Fonds de consolidation de la paix. Correspond au PBF Out come 3 de ce domaine prioritaire (Fund facilitation of political dialogue). |
| Organisation(s) participante(s) |  | Partenaires d’exécution |
| Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du Bureau du MPTF, pour la mise en œuvre du présent Programme * ***Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)***
 | * National Democratic Institute (NDI)
 |
| Coût du Programme/du Projet (en dollars) |  | Durée du Programme |
| Total Project Cost : 2, 015, 000 USDPeacebuilding Fund: 900 000USDEU : 350 000 EuroGovernment Input : ressources humainesUSAID : 700, 000 USDTotal : 2, 015, 000 USD |  | Durée totale (*en mois) :* 6 moisDate de démarrage[[4]](#footnote-4) : Janvier 2013*(jour/mois/année)*Date de fin prévue à l’origine*[[5]](#footnote-5)* : Juin 2013 *(jour/mois/année)* |
|  |
|  | Date de fin réelle[[6]](#footnote-6) *(jour/mois/année)*Dans le cadre de son (ou de leur) système(s), les institutions d’exécution ont-elles procédé à la clôture opérationnelle du programme?  | Oui Non |
|  | Date de clôture financière prévue[[7]](#footnote-7): 30 Juin 2014 |  |
|  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Évaluation du programme /examen/évaluation à mi-parcours |  | Rapport soumis par |
| Évaluation achevée Oui Non Date: 25 février 2014Rapport d’évaluation - joint Oui Non Date: Février 2014 | * Nom: Adama-Dian Barry
* Titre: Chargée de Programme
* Organisation participante (principale): PNUD
* Adresse e-mail: adama.dian.barry@undp.org
 |

# RESUME ANALYTIQUE

Le programme « Renforcement de la confiance des partis politiques et de l’électorat (RECOPPEL) » a

contribué à la qualification des élections législatives du 28 septembre 2013 à travers l’impulsion de la participation des parties politiques à ce processus. En effet, ce programme est intervenu dans un contexte de crise profonde de dialogue et de confiance entre les acteurs politiques de la majorité présidentielle, ceux de l’opposition et les organes en charge de l’organisation électorale. Dans ce cadre, le projet a été une contribution qualitative qui a permis de rassurer les leaders des partis politiques de Guinée en leur offrant d’une part un dispositif leur permettant de prendre part à la surveillance des élections le jour du Vote, d’autre part la possibilité de collecter des informations fiables directement à partir des Bureaux de Vote (BV).

En effet, il s’est avéré que les divers recours introduits ont été basés sur les informations recueillies et les preuves matérielles d’irrégularités constatées par les délégués déployés dans les BV. A travers le dispositif mis en place, le projet a permis de rassurer les uns et les autres et de faire naître un intérêt grandissant pour la mise en place d’un dispositif efficace de la surveillance électorale.

Grâce à la possibilité qui leur a été offerte de surveiller le déroulement des opérations dans les bureaux de vote, la tension des leaders politique s’est décrispée, permettant de retrouver un certain niveau de confiance qui a facilité leur engagement à participer aux élections législatives et à respecter les dispositions du Code de Bonne conduite des partis politiques.

En effet, le sentiment d’avoir un regard dans chaque bureau de vote a fortement contribué à baisser la méfiance des leaders des partis politiques impliqués dans la mise en œuvre du programme RECOPPEL.

# But

Le but du projet « Renforcement de la confiance des partis politiques et de l’électorat (RECOPPEL) » est d'améliorer la confiance des dirigeants de partis politiques guinéens et du grand public dans le processus électoral législatif, et promouvoir des élections législatives crédibles et apaisées en Guinée à travers :

* Le renforcement des capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l’élection de manière convenable et efficace ;
* Le renforcement des capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite ;
* Le renforcement de capacité opérationnelle des partis politiques pour assurer la surveillance du scrutin législatif et contribuer au développement de meilleures stratégies de communication pour relayer l’information en lien avec la surveillance du scrutin ;

Le projet visait aussi à soutenir les partis politiques guinéens à travailler ensemble dans la planification et la surveillance électorale, de manière à réduire les tensions politiques, d'accroître la transparence électorale, et de renforcer la confiance du public dans les institutions démocratiques naissantes de la Guinée.

# Évaluation des résultats du programme

1. **Rapport narratif sur les résultats:**

Le programme « Renforcement de la confiance des partis politiques et de l’électorat (RECOPPEL) » a

contribué à la qualification des élections législatives du 28 septembre 2013 à travers l’impulsion de la participation des parties politiques. En effet, ce programme est intervenu dans un contexte de crise profonde de dialogue et de confiance entre les acteurs politiques de la majorité présidentielle, ceux de l’opposition et les organes en charge de l’organisation électorale. Dans ce cadre, le projet a été une contribution qualitative qui a permis de rassurer les leaders des partis politiques de Guinée en leur offrant d’une part un dispositif leur permettant de prendre part à la surveillance des élections le jour du Vote, d’autre part la possibilité de collecter des informations fiables directement à partir des Bureaux de Vote.

En termes d’impact, le projet a permis d’une part un engagement direct des partis politiques dans la préservation de la qualité des élections, et du maintien de la paix en Guinée ; d’autre part l’amélioration des capacités techniques des structures politiques et surtout l’amorce d’une coopération multipartite.

Le projet a permis de rassurer les uns et les autres et de faire naître un intérêt grandissant pour la mise en place d’un dispositif efficace de la surveillance électorale. Grâce à la possibilité qui a été offerte aux partis politiques de surveiller le déroulement des opérations dans les bureaux de vote, la tension des leaders politique s’est décrispée, permettant de retrouver un certain niveau de confiance qui a facilité leur engagement à participer aux élections législatives et à respecter les dispositions du Code de Bonne conduite des partis politiques.

En effet, le sentiment d’avoir un regard dans chaque bureau de vote a fortement contribué à baisser la méfiance des leaders des partis politiques impliqués dans la mise en œuvre du programme RECOPPEL.

La mise en œuvre du programme RECOPPEL a en outre suscité un espoir des leaders de partis politiques qui ont pu bénéficier d’un dispositif pour la surveillance des élections le jour du Vote et a permis la remontée d’informations fiables des Bureaux de Vote.

Le projet a contribué aux résultats majeurs suivants :

* ***L’instauration de la confiance entre les acteurs politiques et la facilitation de la cohabitation pacifique, de la réconciliation politique et de la collaboration au sein du parlement :***

L’approche de représentativité (mouvance et opposition), ayant été à la base de toutes les activités, a permis aux représentants des partis politiques, de les toutes tendances politiques de se côtoyer, de se pratiquer, de s’accepter et de cohabiter en parfaite symbiose. Toute chose qui a permis aux uns et aux autres de se découvrir des affinités et de constater que ce qui les unit est plus fort que ce qui pourrait les opposer. La bonne ambiance entre des délégués des partis politiques dans l’ensemble des bureaux de vote contrairement aux cas de violence notés par le passé, constitue à n’en point douter, un effet fort du Programme RECOPPEL dans la consolidation de la paix et de la quiétude sociale à l’occasion de ce scrutin qui avait pourtant suscité tant d’appréhensions.

* ***La création d’un réseau de formateurs et de compétences en matière de surveillance électorale :***

Le projet a contribué à développer des compétences en matière de surveillance électorale au sein de chaque alliance de parti politique. Les compétences se situent à trois niveaux, à savoir, les Maîtres-Formateurs, les Formateurs et les Délégués des partis politiques. Cet exercice a contribué largement à la réussite du projet dans son ensemble.

* ***La conduite d’un scrutin apaisé (avant, pendant et après) :***

L’adhésion des acteurs politique au programme RECOPPEL a permis la mise en place d’un dispositif efficace de surveillance électorale à travers la formation des cadres et des délégués du partis sur toute l’étendue du territoire ; le déploiement des délégués des partis politiques , l’utilisation d’outils de collecte et de traitement uniformisés pour tous et surtout un système de remontée des informations vers les centres de Communication gérés par les militants désignés par les partis politiques eux-mêmes. L’ensemble de ces éléments ont fortement contribué à réduire la crispation des divers acteurs et à redonner une certaine confiance qui a facilité leur engagement à participer aux élections législatives et à respecter les dispositions du Code de Bonne conduite des partis politiques.

Aussi, la présence des délégués de partis politiques dans les bureaux de vote a plus que tout permis de remonter des informations exactes.

* ***La création d’un réseau de formateurs et de compétences en matière de surveillance électorale :***

Le projet a contribué à développer des compétences en matière de surveillance électorale au sein de chaque alliance de parti politique. Les compétences se situent à trois niveaux, à savoir, les Maîtres-Formateurs, les Formateurs et les Délégués des partis politiques. Cet exercice a contribué largement à la réussite du projet dans son ensemble.

Dans l’ensemble, la population s’est fortement mobilisée et a voté partout dans le calme et dans la quiétude et il a été facile de constater à travers les médias, que chaque leader le jour du vote et tout au long de la phase de compilation, a fait référence aux résultats qui leur parvenaient de leurs délégués dans les BV, et de

ce qui se passait dans les BV. En définitive, les leaders se sont sentis plus rassurés et calmes.

* **Produits:**

Les deux produits escomptés par le projet RECOPPEL ont été atteints, et se présentent comme suit :

**Produit 1 : les capacités de 31 partis politiques sont renforcées pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l’élection de manière convenable et efficace :**

* **Indicateurs réalisés**
* Plus de 13.000 délégués issus de 31 partis politiques sont outillés sur le contenu du code électoral, les techniques de surveillance électoral et de retranscription d’informations collectées des bureaux de vote ;
* 7894 délégués (3947 délégués pour chaque coalition) ont été formés et déployés dans les BV par les partis politiques dans les Régions de Mamou, Labé, Nzérékoré, Kindia, Boké, Faranah, Kankan ;
* 1 Plateforme de gestion de Base de Données pour la surveillance électorale sous Lime Survey développée ;
* 4 des principaux partis politiques guinéens (PEDN, RPG, UFDG, UFR) ont pu grâce à l’encadrement du projet, mettre en place leur Centre de Communication et utiliser ;
* les outils mis à disposition par le RECOPPEL pour la remontée, le traitement et l’analyse des informations issues des Bureaux de Vote ;
* 14 partis politiques disposent désormais d’un outil de gestion plus efficace et efficiente des flux de militants et sympathisants dans le cadre des scrutins futurs ;
* 95% des délégués de partis politiques désignés se sont rendent dans leurs bureaux de vote assignés le jour du scrutin (7500).

**Produit 2 : Les capacités de planification stratégiques des trois (3) coalitions politiques dans un cadre multipartite sont renforcées**

* **Indicateurs réalisés**
* Les deux coalitions (Mouvance et opposition) regroupant les 31 partis politiques engagés dans les législatives ont disposé chacune d’un plan de déploiement indiquant le nombre de leurs délégués sur la base de la cartographie élaborée ;
* Les 31 partis politiques regroupés dans les deux coalitions (Mouvance et Opposition) ont disposé chacun d’une stratégie d’identification et de recrutement des délégués ;
* Les leaders politiques des 31 partis politiques engagés dans les législatives et regroupés dans les deux coalitions (Mouvance et Opposition), ont internalisé la philosophie du Programme et adhéré à toutes les phases de mise en œuvre. La désignation des Points Focaux RECOPPEL dans chacun des partis politiques en est une parfaite illustration.

**Évaluation qualitative:**

« Le RECOPPEL a fait un travail significatif, voire historique pour l’amélioration du climat politique en Guinée », ces propos sont ceux recueillis de la totalité des participants au sondage d’évaluation du programme. A cet égard l’évaluation souligne l’impact du rapprochement (parfois informel) que les activités du projet a facilité entre les membres de partis politiques voir même de groupes politiques différents. De même, les leaders des partis politiques ont estimé que le projet a permis de créer les conditions pour des élections crédibles et paisibles.

 L’impact du programme a été ressenti au niveau institutionnel des partis politiques, mais également sur des milliers de guinéens car les activités ont considérablement contribués à la consolidation de la paix.

La qualité de la formation technique apportée aux délégués des partis politiques a été particulièrement appréciée et souvent présenté comme « exemplaire » par l’évaluation. Au-delà des capacités acquises des individus, les formations ont permis d’outiller efficacement les deux coalitions de la classe politique guinéenne, et de favoriser la création d’un environnement globalement apaisé permettant ainsi, l’organisation d’élections législatives libres, transparentes et crédibles.

Au-delà du processus électoral, le programme RECOPPEL a produit des avantages importants pour le cycle plus large de consolidation de la paix en Guinée. En construisant la confiance des parties dans le processus électoral, le programme a concouru à la prévention et à l’atténuation des risques de violence à caractère politique ou ethnique, avant, pendant et après les élections. En participant aux activités multipartis du programme et les efforts de planification stratégique, les dirigeants des partis sont parvenus à améliorer leurs capacités à travailler dans des coalitions, ce qui pourrait être essentiel pour aider la nouvelle Assemblée Nationale à fonctionner de manière efficace et cohérente en tant qu’institution représentante et politiquement diversifiée.

En outre, la mise en œuvre des activités impliquant des participants de tous les groupements politiques du pays ont permis d'atténuer les tensions sociales et ethniques au niveau local, en créant des occasions de dialogue informel entre les opposants politiques et en améliorant les perspectives pour la participation politique pacifique dans les actuels et futures cycles électoraux. Enfin, le programme a stimulé l’esprit collaboratif entre les partis politiques, conduisant à initier un débat sur la construction de grands ensembles politiques, à la différence des multiples structures composant actuellement le paysage politique.

**ii) Évaluation de la performance à partir d’indicateurs:**

Sur la base du **Cadre de résultats du programme inscrit dans le Plan des priorités, ou dans le cadre logique du Descriptif de projet,** fournir une actualisation au sujet de la conformité des résultats et des produits avec les indicateurs. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, indiquer tout plan envisagé pour la collecte de ce type de données, et à quelle date cela est prévu.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Objectifs atteints en liaison avec les indicateurs** | **Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l’origine** | **Source de vérification** |
| **Résultat 1[[8]](#footnote-8) :** La confiance des acteurs politiques et des citoyens sont renforcées par rapport au processus électoral**Indicateur: 3 blocs de partis politiques****Données de référence: 3 blocs de partis politiques****Cibles prévues à l’origine: 3 blocs de partis politiques** | 1. les capacités des partis politiques guinéens pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l’élection de manière convenable et efficace sont renforcées
2. les capacités de planification stratégique des coalitions politiques guinéennes dans un cadre multipartite sont renforcées.
 | Pas d’écart | * Rapports ;
* Conventions de participation
 |
| **Produit 1.1 : les capacités de 31 partis politiques sont renforcées pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l’élection de manière convenable et efficace****Indicateur 1.1.1 : 31 partis politiques****Données de référence : ND****Cibles prévues à l’origine : 31 partis politiques** | * 31 partis politiques engagés dans le programme RECOPPEL suffisamment renforcés ;
* 101 maîtres formateurs formés dont 16 femmes ;
* 294 Formateurs superviseurs formés dont 103 à Conakry et 191 dans les 7 régions ;
* 7894 délégués (3947 délégués pour chaque coalition) ont été formés et déployés dans les BV par les partis politiques dans les Régions de Mamou, Labé, Nzérékoré, Kindia, Boké, Faranah, Kankan ;
* 1 Plateforme de gestion de Base de Données pour la surveillance électorale sous Lime Survey développée ;
* 29 gestionnaires (informaticiens et Points focaux) formés pour 14 partis politiques  sur l’utilisation de la plateforme, comment structurer un centre de communication et les techniques d’analyse des données
* 20 partis politiques ont soumis au NDI leur base de données sous Excel avec 10 500 noms de formateurs et délégués. Les données sous Excel ont été exportées vers Lime Survey pour que chaque parti puisse, le jour des élections faire la remontée des informations des BV vers les QG des partis politiques ;
* 1 équipe de veille pour un Appui Conseil/accompagnement aux gestionnaires, a été opérationnelle le jour du vote et pendant la compilation des résultats pour appuyer les Centres de Communication ;
* 4 partis politiques (PEDN, RPG, UFDG, UFR) ont effectivement mis en place leur Centre de Communication et utilisé les outils mis à disposition par le RECOPPEL pour la remontée, le traitement et l’analyse des informations issues des Bureaux de Vote ;
* 14 partis politiques disposent désormais d’un outil de gestion plus efficace et efficiente des flux de militants et sympathisants dans le cadre des scrutins futurs ;
* 95% des délégués de partis politiques désignés se sont rendent dans leurs bureaux de vote assignés le jour du scrutin (7500).
 | * Les deux (2) coalitions de partis n’ont pu organiser et tenir conjointement une conférence de presse inter-coalition avant ou après le jour du scrutin pour donner une mise à jour sur les résultats le jour du scrutin tel que rapportés par les délégués de partis ;
* La dynamique conjointe de remontée, d’analyse, de traitement et d’exploitation des données des bureaux de vote, n’a pu être respectée ; car chaque parti politique a préféré avoir son dispositif propre de centralisation des données ;
* Le non-respect des profils définis pour les Maîtres formateurs, Formateurs et Délégués ; ce qui a parfois joué négativement sur la qualité de certains Maitres formateurs, Formateurs et Délégués ;
* Faible représentativité des femmes dans les délégués choisis par les partis politiques ;
* Les reports successifs des élections ayant joué sur la bonne planification et entraînant l’insuffisance des ressources financières prévues a obligé à un redimensionnement du Programme en termes du nombre de délégués à former initialement;
* La faiblesse organisationnelle interne des partis politiques etc

***NB : En fonction des différentes mutations intervenues aussi bien au plan juridique que politique, réduisant les blocs politiques à deux (Mouvance présidentielle et opposition), la dimension centre faisant partie de l’hypothèse de base a été abandonnée pour se conformer aux réalités politiques. La mise en œuvre du Programme RECOPPEL a adopté dans toutes ses activités.*** | * Rapport des observations
* Rapport d’évaluation des élections ;
* Plan de déploiement
 |
| * Outils et matériels de formation.
* Plans de communication des coalitions.
* Coupures de presse et les supports audiovisuels de couverture médiatique
* Fiches de déploiement des délégués des différentes coalitions
* Rapport des cadres des partis politiques
 |
| **Produit 1.2 : Les capacités de planification stratégiques des trois (3) coalitions politiques dans un cadre multipartite sont renforcées****Indicateur 1.2.1 : 2 coalitions politiques****Données de référence : 3 coalitions politiques****Cibles prévues l’origine : 3 coalitions politiques** | * Les deux coalitions (Mouvance et opposition) regroupant les 31 partis politiques engagés dans les législatives ont disposé chacune d’un plan de déploiement indiquant le nombre de leurs délégués sur la base de la cartographie élaborée ;
* Les 31 partis politiques regroupés dans les deux coalitions (Mouvance et Opposition) ont disposé chacun d’une stratégie d’identification et de recrutement des délégués ;
* Les leaders politiques des 31 partis politiques engagés dans les législatives et regroupés dans les deux coalitions (Mouvance et Opposition), ont internalisé la philosophie du Programme et adhéré à toutes les phases de mise en œuvre. La désignation des Points Focaux RECOPPEL dans chacun des partis politiques en est une parfaite illustration.
 |  |

**iii) Évaluation, meilleures pratiques et enseignements tirés.**

Le report répété des élections législatives a prolongé la durée de mise en œuvre du projet, mais n’a pas entacher sa bonne exécution. L’ensemble des actions inscrites dans le projet a été réalisé avec satisfaction. Cette réussite, est une conséquence de l’engagement et la contribution responsable des acteurs politiques.

En conclusion, on peut affirmer que l’objectif global est atteint. Toutefois, consolider les réalisations actuelles et prendre en compte des recommandations du projet, pourraient contribuer considérablement à la pérennisation de la dynamique, et contribuer à rehausser la qualité du débat politique en Guinée.

**Les difficultés rencontrées lors de ces différentes formations sont entre autres :**

* Faible représentativité des femmes dans les délégués choisis par les partis politiques ;
* Les reports successifs des élections ayant joué sur la bonne planification et entraînant l’insuffisance des ressources financières prévues a obligé à un redimensionnement du Programme en termes du nombre de délégués à former initialement;
* La faiblesse organisationnelle interne des partis politiques, etc

**Recommandations :**

* Mettre en place un programme intégré d’appui aux partis politiques sur la gouvernance politique interne  à travers un renforcement des capacités ;
* Pérenniser les acquis du projet en vue de sa réédition dans le cadre des prochaines élections, notamment la présidentielle de 2015.

**iv) Histoire d’une réussite précise**

« L’approche mise en place pour la formation des délégués par les Formateurs a été la composition des binômes (une équipe de deux personnes, à raison d’une personne de la mouvance et d’une personne de l’opposition). Dans la circonscription électorale de Kindia, le binôme était composé de deux Formateurs désignés par le RPG Arc-En-Ciel et l’UFDG. Les deux avaient sympathisé depuis leur propre formation multipartite par les Maitres formateurs. Une fois retrouvés dans le même binôme, non seulement il y avait une franche collaboration, mais aussi et surtout, c’est la moto du représentant de l’un des parti qui a servi de moyen de transport à eux pour les tâches relatives aux 3 sessions de formation des délégués qu’ils ont animées. Cette cohabitation n’a laissé indifférentes certaines mauvaises langues qui les accusaient de trahison. Mais pour d’autres, c’était un bel exemple d’un début de réconciliation politique.»

|  |
| --- |
| **Traitement de la « dynamique » du conflit :**Le Programme RECOPPEL, a significativement contribué à la transparence des élections, gage de paix et de stabilité sociale. La bonne ambiance entre des délégués des partis politiques dans l’ensemble des bureaux de vote contrairement aux cas de violence notés par le passé, constitue sans doute, un effet important dans la consolidation de la paix et de la préservation de l’Unité Nationale à l’occasion de ce scrutin qui avait pourtant suscité tant d’appréhensions.L’environnement socio-politique est donc inclusif et participe à favoriser l’enracinement du respect de l’État de droit à travers l’acceptation des résultats définitifs par toutes les parties prenantes du processus électoral, et l’effectivité de la mise en place et de l’opérationnalité de l’assemblée Nationale.**Interventions dans le cadre du Projet:** Le projet a contribué au renforcement de la paix et de la quiétude sociale à travers : i) le renforcement de capacité des 31 partis politiques regroupées au sein de deux (2) coalitions politiques (mouvance et opposition) pour recueillir, analyser et utiliser les informations le jour de l’élection de manière convenable ; ii) le renforcement de capacité des 31 partis politiques regroupées au sein de deux (2) coalitions politiques (mouvance et opposition) en planification stratégique dans un cadre multipartite ; iii) le renforcement de capacité technique et opérationnel des coalitions de partis politiques en déploiement et animation de centres de communication ; iv) la constitution de basé de données centrale des compétences en matière de surveillance électorale, y incluant tous les partis, et enfin, v) le rétablissement de la confiance des acteurs politiques dans le processus électoral, à travers la présence effective de délégués compétant dans les bureaux de vote, le jour du scrutin.**Résultat:** L’implication des acteurs politiques à travers la présence de leurs délégués dans les bureaux de vote a largement contribué à l’apaisement du climat et au renforcement de la paix.Aussi, la stratégie développée dans le cadre du projet « binôme opposition/mouvance » est parvenu à crée un climat de fraternité et de sérénité entre les formateurs des différentes coalitions politiques.Des changements importants, il faut noter, le déroulement responsable et paisible du scrutin et de la proclamation provisoire et définitive des résultats, la cohabitation pacifique entre les acteurs politiques et les compétences accrues au sein des partis politiques.**Enseignements tirés:** * Adhésion et Implication effective des 31 partis politiques à travers deux coalitions politiques ;
* La mobilisation de l’ensemble des acteurs nationaux et internationaux a été un facteur primordial de réussite du projet ;
* la volonté des coalitions politiques à aller vers des élections transparentes, apaisées et inclusives.
 |

1. Le mot « programme » représente globalement l’ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les « résultats stratégiques », tels qu’ils sont définis dans le Plan directeur du PBF, le Plan des priorités ou le Descriptif de projet. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org), l’expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée. [↑](#footnote-ref-3)
4. La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d’Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org/). [↑](#footnote-ref-4)
5. Lors de l’approbation du Descriptif de projet original par l’Instance décisionnaire concernée/le Comité directeur. [↑](#footnote-ref-5)
6. S’il y a eu prolongation du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. A défaut d’approbation d’une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que celle prévue à l’origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c’est-à-dire la date d’achèvement de l’ensemble des activités dont est chargée toute Organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémorandum d’accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. Voir le site [MPTF Office Closure Guidelines](http://mdtf.undp.org/document/download/5449). [↑](#footnote-ref-6)
7. Lors de la « clôture financière », il est obligatoire de rembourser le solde non utilisé et de soumettre le Certified Final Financial Statement and Report (l’État financier et le Rapport finaux certifiés). [↑](#footnote-ref-7)
8. Note: Les résultats, produits, indicateurs et objectifs indiqués ici doivent être **sur la même ligne que ceux définis dans le Descriptif de projet/le Plan des priorités ou tout Plan précis de gestion du projet,** de sorte que ce tableau indique bien **les résultats réels et globaux par rapport aux cibles prévues à l’origine.** Si nécessaire, vous pouvez ajouter de nouvelles lignes au tableau, afin d’indiquer éventuellement les Résultats 2, 3, etc. [↑](#footnote-ref-8)